Bibliothèques et archives ouvertes

Annaig Mahé
Unité régionale de formation à l'information scientifique et technique de Paris
annaig.mahe@enc.sorbonne.fr

Maître de conférences et coresponsable de l'unité régionale de formation à l'information scientifique et technique (Urfist) de Paris depuis 2006, **Annaïg Mahé** *est docteur en sciences sociales et membre de l'équipe de chercheurs du Dicen (Dispositifs d'information et de communication à l'ère numérique) créée en 2009 au Conservatoire national des arts et métiers (Cnam) de Paris. Ses travaux de recherche actuels portent sur les pratiques informationnelles dans l'enseignement supérieur et la recherche.*

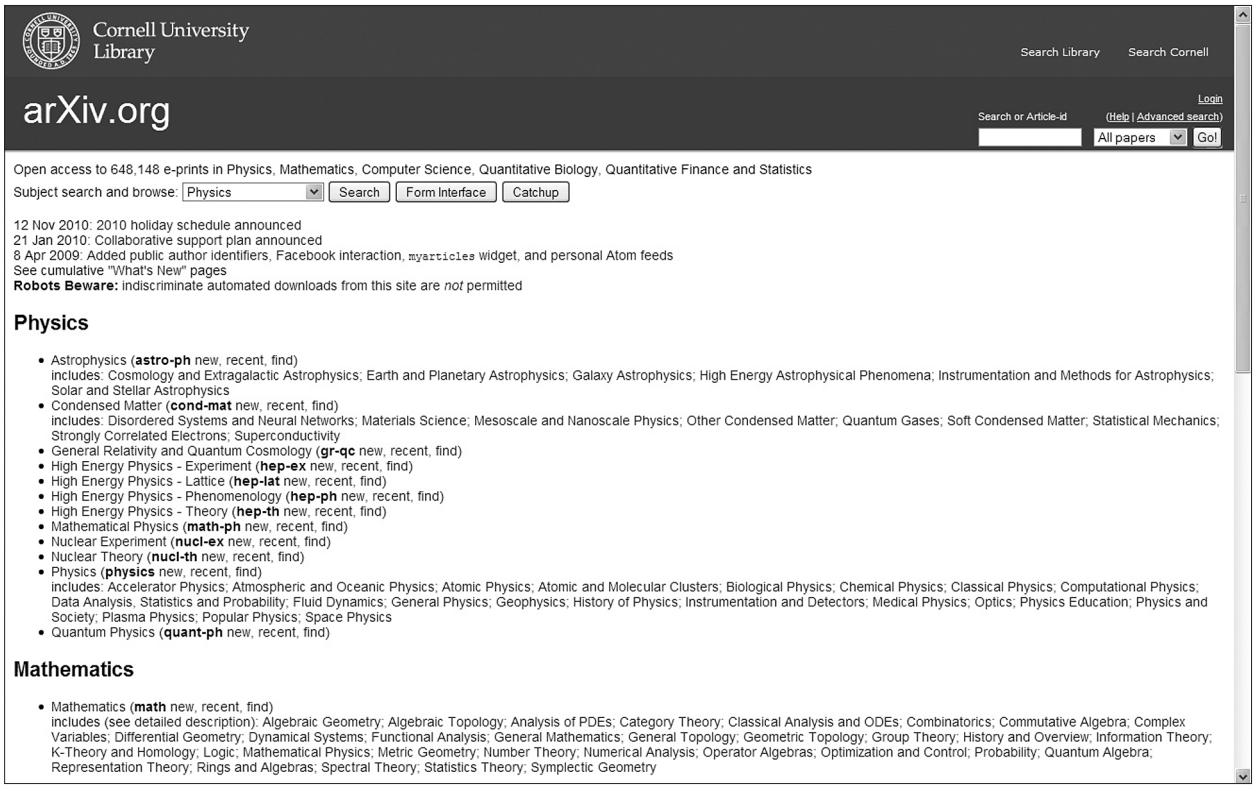
Accès libre et libre accès en bibliothèque, même combat !

En 1991, alors que s'ouvrent deux réservoirs d'articles scientifiques en libre accès, arXiv[1] pour la physique et Mathematical Physics Preprint Archive[2] en mathématiques, cela fait déjà quelques années que la communauté des bibliothécaires d'universités s'émeut de la spirale inflationniste des prix des périodiques scientifiques et a décidé d'agir de son côté pour tenter de trouver des solutions. C'est dans ce contexte que naît en 1989 la Newsletter on Serials Pricing Issues (NOSPI)[3], éditée par une bibliothécaire américaine et dont le comité éditorial comprend des bibliothécaires mais aussi des représentants des éditeurs et d'agence d'abonnements. Les thématiques concernées sont notamment « *les projections de prix des revues, les projets de suppression des bibliothèques, les efforts des éditeurs et des agences pour réduire les prix, les initiatives de publication numérique pouvant avoir un impact sur les prix, les annonces de conférences pertinentes, les actions d'éditeurs ou de vendeurs paraissant injustes pour les abonnés, ainsi que les bonnes nouvelles telles que des réductions de prix, etc.* ».

Entre la mise en place d'archives ouvertes disciplinaires et la volonté de réduire la pression économique sur les budgets des bibliothèques, l'angle d'approche n'est pas tout à fait le même au départ, mais le problème de fond porte des deux côtés sur les dysfonctionnements croissants du système de publication scientifique et les barrières à l'accès qu'ils entraînent en amont comme en aval : les chercheurs des communautés scientifiques concernées veulent faciliter et accélérer la diffusion et l'accès au texte intégral des articles qu'ils produisent, rendus difficiles par des délais de publication dans les revues de plus en plus longs, tandis que les bibliothécaires se préoccupent des barrières économiques croissantes qui restreignent l'accès à la littérature scientifique acquise par les bibliothèques.

L'Association of Research Libraries[4] (ARL, qui regroupe actuellement 126 bibliothèques de recherche en Amérique du Nord) est particulièrement impliquée dans la recherche de solutions. « *Le développement de modèles de communication scientifique opérationnels, adaptables, durables et économiquement viables permettant un accès sans barrières à une information de qualité en soutien des missions des institutions de recherche*[5] » fait partie de ses objectifs stratégiques, et, dès 1997, elle met en place une structure dédiée, the Scholarly Publishing and Academic Resources Coalition (Sparc)[6], un regroupement de bibliothèques de recherche (dupliqué en Europe[7] en 2001, puis au Japon[8] en 2003) qui se donne pour objectif de sensibiliser les communautés de chercheurs et de promouvoir des initiatives de publications scientifiques alternatives, en un

1. http://arxiv.org
2. www.ma.utexas.edu/mp_arc
3. www.lib.unc.edu/prices/prices.html
NOSPI comptait 760 abonnés en 1991 et son dernier numéro est paru en 2001.
4. www.arl.org
5. www.arl.org/sc/index.shtml (traduction de l'auteur)
6. www.arl.org/sparc
7. www.sparceurope.org
8. www.nii.ac.jp/sparc/en



Page d'accueil du site d'arXiv

mot « *de remettre de la compétition là où elle a disparu*[9] ».

Les initiatives de dépôt d'articles scientifiques en texte intégral en libre accès sont, de fait, souvent perçues positivement par les bibliothèques comme une alternative intéressante (voire LA solution pour certains), mais c'est surtout la naissance, en 1999, de l'Open Archives Initiative (OAI) et du protocole de partage des métadonnées, OAI-PMH, ainsi que la mise à disposition des plateformes de dépôt, logiciels *open source*, telles que Eprints et Dspace en 2002, qui permettent aux bibliothèques de prendre une part de plus en plus active et concrète dans le mouvement du libre accès, et un rôle décisif dans le développement d'archives ouvertes institutionnelles aux côtés des archives thématiques proposées par les communautés scientifiques. Dans ce cadre, il est intéressant de noter que, même si ces outils sont adoptés par des institutions de même type et pour des contenus similaires, le logiciel Eprints, développé à l'université de Southampton par l'équipe de Stevan Harnad, s'adresse spécifiquement dès son origine aux besoins des communautés scientifiques, tandis que la plateforme Dspace, développée par les bibliothèques du Massachussets Institute of Technology (MIT), prend aussi en compte dès le départ les besoins des autres communautés scientifiques et propose une gamme de documents plus large que les seuls articles scientifiques et la production académique. Actuellement, les instances de dépôt développées à partir de Dspace sont presque deux fois plus nombreuses que celles d'Eprints[10], alors qu'elles ont été pendant longtemps en nombre quasiment équivalent.

Libre accès, archives ouvertes et bibliothèques : des actes et des mots

À partir des années 2000, les bibliothèques s'impliquent largement dans la problématique du libre accès et des archives ouvertes. Par des actes : en 2002, ce sont les bibliothèques de l'université de Michigan qui mettent en place OAIster, un moteur de recherche permettant d'interroger la quasi-totalité des archives actives[11] ; la California Digital Library, créée en 1997 à l'université de Californie, met en place l'initiative eScholarship dans le but de faciliter l'émergence de contenus et services de publication innovants pour la communication scientifique. En 2003, ce sont les bibliothèques de l'université de Lund, en Suède, qui ouvrent le Directory of Open Access Journals

9. Jean-Claude Guédon, « In Oldenburg's Long Shadow: Librarians, Research Scientists, Publishers, and the Control of Scientific Publishing », *ARL Bimonthly Report*, n° 218, 2001. www.arl.org/resources/pubs/mmproceedings/138guedon.shtml

10. Le Registry of Open Access Repositories (ROAR, http://roar.eprints.org) recense 771 instances de Dspace à travers le monde et 366 instances de Eprints (décembre 2010).

11. OAIster a été transféré à OCLC au début de l'année 2009 : www.oclc.org/oaister

(DOAJ)[12]. Parmi la liste des institutions qui soutiennent actuellement le projet, une grande part sont des bibliothèques ou des consortiums de bibliothèques.

Et par des mots : à côté de ces réalisations concrètes visant à favoriser le développement du libre accès, le monde des bibliothèques s'engage officiellement et politiquement. Dès 2002, l'International Federation of Library Associations and Institutions (Ifla) publie l'*Ifla Internet Manifesto* pour la liberté d'accès à l'information, appel consolidé en 2004 par l'*Ifla Statement on Open Access to Scholarly Literature and Research Documentation*[13]. De nombreuses déclarations d'associations de bibliothèques suivront, et elles seront aussi nombreuses à signer la Budapest Open Access Initiative lancée en 2001[14]. Il faut noter que leurs prises de position font figure d'avant-garde dans un contexte où les prises de position officielles des autres organismes de recherche interviennent plus tardivement : les universités britanniques signent une déclaration en faveur du libre accès en 2005, les premières institutions françaises signent la déclaration de Berlin en 2003, et la première université française à le faire, l'université Lyon 2, ne rejoint le mouvement qu'en 2006, quand la Conférence des présidents d'université vient tout juste de s'engager officiellement en 2010. Il apparaît d'ailleurs que les bibliothécaires sont bien souvent plus conscients des enjeux du libre accès à l'information scientifique que les chercheurs eux-mêmes[15].

Au fil des années, l'implication et le rôle des bibliothèques dans le mouvement du libre accès et des archives ouvertes deviennent une part intégrante de l'activité des bibliothèques, comme le souligne Grégory Colcanap, coordonnateur du consortium Couperin : « *Au-delà des problématiques liées aux acquisitions, il convient aussi de promouvoir le mouvement* open access *et la constitution d'archives ouvertes, qui visent tous deux à développer un accès libre à l'information scientifique*[16]. » En France, le consortium Couperin s'engage aussi dans l'action et la réflexion. Un groupe de travail sur les archives ouvertes se réunit entre 2007 et 2008 et ses travaux débouchent sur un site web[17] dédié aux archives ouvertes pour l'enseignement supérieur et la recherche, ainsi que la tenue de journées d'étude en avril 2009[18]. Plus récemment, Couperin coordonne l'action du projet européen OpenAIRE[19] pour la France par le repérage des projets de recherche concernés et la sensibilisation des chercheurs à l'obligation de dépôt de leurs publications dans le cadre du 7e Programme cadre de recherche et développement (PCRD), et le consortium est également membre du DOAJ. Enfin, il a récemment participé à la réalisation d'un rapport sur l'état des lieux de l'Open Access en France[20] dans le cadre d'un consortium européen de bibliothèques[21].

Libre accès à l'information et nouveaux rôles pour les bibliothèques

Au-delà des nombreuses initiatives locales au sein des institutions universitaires et de recherche, les bibliothèques jouent ainsi un rôle majeur au plan national et international dans les initiatives liées au libre accès et aux archives ouvertes, et ce n'est sans doute pas un hasard si le dernier congrès de l'Ifla s'intitulait cette année « Open access to knowledge – promoting sustainable progress[22] » et que deux de ses conférences satellites portaient spécifiquement sur la place des bibliothèques au sein du mouvement du libre accès à l'information scientifique : la première, en Grèce[23], permettait aux participants d'échanger autour de retours d'expériences, d'études de cas et de réflexions sur le développement d'archives institutionnelles et les évolutions de la publication scientifique ; la seconde, en Suède[24], posait explicitement la question des nouveaux rôles de la bibliothèque dans ce contexte. Ellen Tise, actuelle présidente de l'Ifla, après en avoir rappelé l'implication, mentionne trois rôles « traditionnels » de la bibliothèque : acquisition, archivage et passerelle vers les ressources pertinentes, et elle y ajoute une nouvelle dimension, celle de la publication de l'information scientifique pour le bien public, permettant ainsi de répondre à la crise économique et morale du système actuel[25]. Cette nouvelle fonction, qui se développe effectivement de plus en plus, s'appuie à la fois sur les nouvelles modalités technologiques de services et d'accès et sur les compétences des bibliothécaires à organiser, valider et former à l'accès à l'information : « *Les bibliothèques doivent prendre l'initiative et assumer que le libre accès est une obligation pour elles parce que son focus porte sur la mise à disposition de l'information à ceux qui en ont besoin*

12. www.doaj.org

13. Disponibles sur : www.ifla.org

14. www.soros.org/openaccess

15. Sheridan Brown and Alma Swan, « Researchers' use of academic libraries and their services », Key Perspectives Ltd., rapport pour le Research Information Network et le Consortium of the Research Libraries, 2007. www.rin.ac.uk/researchers-use-libraries

16. Grégory Colcanap, « Acquérir la documentation électronique pour l'enseignement supérieur et la recherche », *BBF*, 2009, n° 6, p. 18-21.

17. www.couperin.org/archivesouvertes

18. https://journeesao.wordpress.com

19. www.openaire.eu

20. Couperin, Inist-CNRS, *Open Access in France, a state of the art report, avril 2010.* http://oaseminar.fecyt.es/Resources/Documentos/FranceReport.pdf

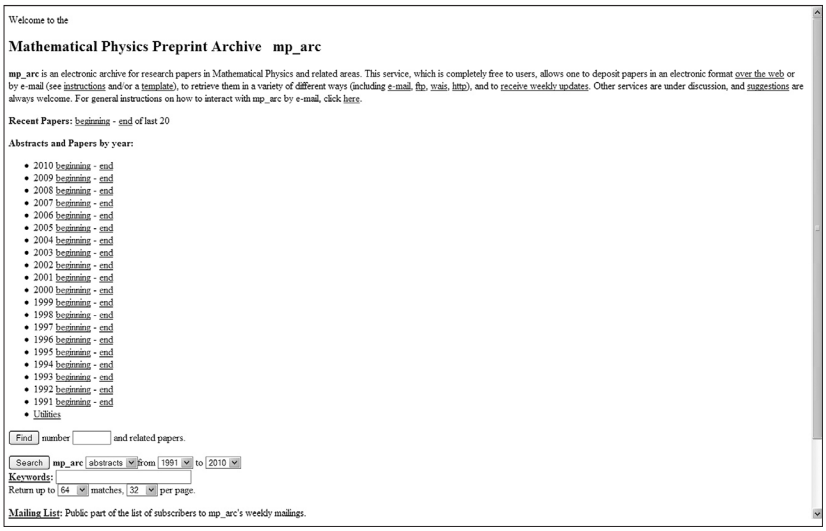
21. Southern European Libraries Link (SELL). www.heal-link.gr/SELL

22. *World Library and Information Congress: 76th IFLA General Conference and Assembly, "Open access to knowledge –promoting sustainable progress"*, 10-15 août 2010, Göteborg, Suède. www.Ifla.org/en/Ifla76

23. *Open Access to Science, Medical and Technical Information: Trends, Models and Strategies for Libraries, IFLA Satellite meeting*, 6-8 août 2010, Chania, Grèce www.Ifla-sat-chania.com/images/Program.pdf

24. *Open Access and the Changing Role of Libraries, IFLA satellite meeting*, 9 août 2010, Göteborg, Suède. www.kb.se/aktuellt/utbildningar/2010/Open-Access-and-the-Changing-Role-of-Libraries

25. Ellen Tise, *Open Access: a new paradigm for libraries and a new role for librarians, Open Access and the Changing Role of Libraries, IFLA satellite meeting*, 9 août 2010, Göteborg, Suède. www.kb.se/dokument/Aktuellt/utbildning/Ifla%20OA%202010/IFLA2010_EllenTise.pdf


Welcome to the

Mathematical Physics Preprint Archive mp_arc

mp_arc is an electronic archive for research papers in Mathematical Physics and related areas. This service, which is completely free to users, allows one to deposit papers in an electronic format over the web or by e-mail (see instructions and/or a template), to retrieve them in a variety of different ways (including e-mail, ftp, wais, http), and to receive weekly updates. Other services are under discussion, and suggestions are always welcome. For general instructions on how to interact with mp_arc by e-mail, click here.

Recent Papers: beginning - end of last 20

Abstracts and Papers by year:

- 2010 beginning - end
- 2009 beginning - end
- 2008 beginning - end
- 2007 beginning - end
- 2006 beginning - end
- 2005 beginning - end
- 2004 beginning - end
- 2003 beginning - end
- 2002 beginning - end
- 2001 beginning - end
- 2000 beginning - end
- 1999 beginning - end
- 1998 beginning - end
- 1997 beginning - end
- 1996 beginning - end
- 1995 beginning - end
- 1994 beginning - end
- 1993 beginning - end
- 1992 beginning - end
- 1991 beginning - end
- Utilities

Find number and related papers.

Search mp_arc abstracts from 1991 to 2010

Keywords:

Return up to 64 matches, 32 per page.

Mailing List: Public part of the list of subscribers to mp_arc's weekly mailings.

Page d'accueil du site Mathematical Physics Preprint Archive

pour changer leur vie ou pour ajouter à leurs innovations[26]. »

Sans aller jusqu'à considérer que les bibliothèques doivent toutes devenir des éditeurs et supplanter les acteurs existants, on ne peut nier que la convergence à la fois entre les objectifs fondamentaux des usagers et des bibliothécaires (faciliter l'accès à l'information), et entre les technologies de l'information et l'expertise traditionnelle portée par les bibliothèques, donne à ces dernières une certaine maturité pour le développement et la mise à disposition de services autour de réservoirs numériques institutionnels. Dans son analyse des perspectives stratégiques pour les bibliothèques universitaires, Florence Muet mentionne également « *l'assistance à la production académique* » comme un des cinq grands pôles de services que la bibliothèque doit pouvoir offrir[27]. C'est aussi sur cette dimension de services que le récent rapport du groupe de travail de l'ARL[28] sur les archives institutionnelles se focalise, indiquant que celles-ci ne représentent qu'une part des types de collections gérées par les bibliothèques. Ce rapport précise aussi que si elles ne sont pas les seuls acteurs concernés et que les services impliqués dépassent souvent le seul cadre de l'institution, les bibliothèques sont un point d'entrée privilégié pour créer des interactions entre les différents partenaires locaux. Et puisqu'il faut réfléchir non seulement en termes de besoins mais aussi de moyens, chaque organisme doit pouvoir définir le niveau auquel il peut opérer, ces services pouvant être développés en interne et/ou en partenariat avec les acteurs concernés (usagers ; éditeurs publics, associatifs ou commerciaux ; agences intermédiaires et prestataires de services ; consortiums et institutions de recherche, etc.), et aux plans locaux, nationaux et/ou internationaux, selon les objectifs visés et les moyens disponibles. Sur ce point, le site du consortium Couperin dédié aux archives ouvertes liste les bonnes raisons pour une bibliothèque de contribuer à la mise en place d'une archive ouverte, ainsi que les compétences que les bibliothécaires peuvent mettre à disposition d'« *un projet orienté système d'information documentaire* », et note que « *les bibliothèques contribuent à la gestion et à la diffusion des contenus scientifiques et académiques. Les établissements peuvent s'appuyer sur leur expertise pour qu'elles prennent en charge la gestion des réservoirs institutionnels, en particulier des plates-formes de dépôt. Les bibliothèques deviennent alors de véritables éditeurs de contenu en libre accès*[29] ».

Le libre accès : une opportunité pour les bibliothèques et organismes documentaires

Ce positionnement stratégique (s'appuyant sur une expertise traditionnelle pour développer des services innovants) est aussi une opportunité pour les bibliothèques de (re)gagner en légitimité et en visibilité. Comme nous l'avons mentionné au départ, le libre accès est bien « *la mission fondamentale des bibliothèques*[30] ». Ce libre accès s'organisait traditionnellement autour de la mise à disposition de collections construites selon des critères de sélection définis par les bibliothèques. Dernièrement, cette fonction s'était considérablement affaiblie face aux propositions commerciales des éditeurs, et il est assez révélateur que la fonction d'acquéreur soit celle qui soit de plus en plus clairement identifiée par les chercheurs[31] (même s'ils n'ont pas toujours une claire perception des coûts impliqués). Cependant, aux difficultés endogènes (augmentation des coûts d'acquisition des revues) s'ajoutent depuis peu des facteurs exogènes ayant des répercussions directes sur les moyens des bibliothèques (réductions budgétaires) : de propositions alternatives basées largement sur la prise de conscience militante, l'implication et la participation active à un nouveau paradigme économique autour de l'information scientifique

26. Idem, p. 7.

27. Florence Muet, « Mutations de l'enseignement supérieur et perspectives stratégiques pour les bibliothèques universitaires », *Documentaliste – Sciences de l'information*, 2009, vol. 46, n° 4, p. 4-12.

28. *The Research Library's Role in Digital Libraries Services. Final report of the ARL Digital Repository Issues Task Force*, janvier 2009. www.arl.org/bm~doc/repository-services-report.pdf

29. www.couperin.org/archivesouvertes/spip.php?article96

30. Jean-Michel Salaün, « Libre accès aux ressources scientifiques et place des bibliothèques », *BBF*, 2004, n° 6, p 20-23.

31. Ithaka S+R, « Faculty Survey 2009: Key Strategic Insights for Libraries, Publishers, and Societies », 2010. www.ithaka.org/ithaka-s-r/research/faculty-surveys-2000-2009/Faculty%20Study%202009.pdf

deviennent une nécessité vitale pour la plupart des organismes documentaires. Comme l'université de Cornell aux États-Unis qui avait annulé l'abonnement à un nombre important de titres Elsevier en 2003, l'université Pierre et Marie Curie (UPMC) vient de prendre la décision de supprimer son contrat chez le même éditeur[32], et le choix de développer les services autour d'une archive ouverte institutionnelle s'impose. Même si la logique documentaire est différente, le levier fort dans ces initiatives parallèles reste le lien privilégié que les bibliothécaires maintiennent auprès des communautés scientifiques de leurs institutions. De simples acquéreurs, ils peuvent redevenir des acteurs à part entière de la production de l'information scientifique et de sa diffusion, et nous voyons là se concrétiser les orientations qui se dégageaient il y a quelques années : « *participer à la construction du nouveau modèle documentaire* » (autant dans sa promotion que dans son développement technologique ou ses expérimentations économiques) et « *être leader sur la promotion de la culture de l'information*[33] ».

Pour cela, il est sans doute nécessaire, comme le mentionnait la présidente de l'Ifla, que les bibliothèques assument leur position centrale : de par leurs activités, les bibliothèques et les organismes documentaires sont des interlocuteurs naturels et privilégiés, à la fois en interne, auprès de leurs usagers, mais aussi des instances de décision institutionnelles, et en externe, auprès des éditeurs, des institutions de recherche et d'autres organismes documentaires. La récente crise financière, en exacerbant plus encore les difficultés économiques chroniques des bibliothèques, aura au moins eu le mérite de faire prendre conscience plus largement encore qu'il y a quelques années des dysfonctionnements et des alternatives possibles au système traditionnel de la communication scientifique, et, dans le même temps, du rôle joué par les bibliothèques depuis les débuts du mouvement du libre accès à l'information scientifique.

Cela est parfaitement illustré par l'évolution récente du modèle économique d'arXiv : cette archive thématique emblématique est hébergée et maintenue depuis 2001 par la bibliothèque de l'université de Cornell, qui prenait en charge les coûts de sa gestion sur son budget propre. En 2010, la situation budgétaire de la bibliothèque et la nécessité de faire évoluer l'archive amènent la bibliothèque à demander une contribution financière aux institutions les plus utilisatrices du service. Aujourd'hui, plus de 120 institutions ont accepté de participer, à hauteur de 360 000 dollars, c'est-à-dire la quasi-totalité du budget 2010 : somme importante à l'échelle d'un seul organisme, elle devient presque négligeable au regard de l'importance de l'archive dans le quotidien des chercheurs qui l'utilisent, et encore plus en comparaison des coûts actuels de la documentation scientifique. Cette initiative, à l'instar de celle de l'UPMC, permet de mettre en lumière un rôle jusque-là très largement joué à l'ombre des murs des bibliothèques, et montre la nécessité pour elles de considérer « *la cohérence entre stratégie universitaire et politique documentaire*[34] », ainsi que d'insérer « *la documentation dans les objectifs stratégiques des établissements d'enseignement supérieur*[35] ». Car, comme le montrent aussi ces deux initiatives, si les bibliothèques sont des contributeurs naturels et actifs du mouvement du libre accès, elles ne peuvent se substituer aux décisions institutionnelles locales, nationales ou internationales (telles que le mandat de dépôt de l'université de Liège, l'obligation de dépôt de l'Agence nationale de la recherche (ANR) ou encore celui à effectuer dans le cadre du projet OpenAIRE). Mais, si elles le veulent bien, elles continueront à jouer un rôle majeur à ces différents niveaux : par la sensibilisation, l'information et la formation au libre accès et aux archives ouvertes, par le développement et/ou la maintenance d'outils et de plateformes, ou par la participation à des collectifs permettant la mutualisation des compétences et expertises, tels que la récente Confederation of Open Access Repositories (COAR) visant la mise en place d'une infrastructure mondiale d'archives ouvertes[36]. « Penser global, agir local », tel était l'intitulé bien choisi d'un récent colloque à Nice sur l'évolution des « *politiques de mise en ligne de la production académique*[37] », révélateur des enjeux en cours. ●

Décembre 2010

32. « Édition scientifique électronique : l'UPMC sur le point de résilier son abonnement avec Elsevier pour passer en mode "archives ouvertes" », Dépêche AEF, 4 octobre 2010. www.upmc.fr/fr/salle_de_presse/upmc_dans_les_medias/agences/edition_electronique_l_upmc_passe_en_archives_ouvertes.html

33. Cf. note 29.

34. Pierre Carbone, « L'université à l'horizon 2012 », *BBF*, 2009, n° 6 : p. 12-17.

35. Suzanne Jouguelet et Claire Vayssade, *Comparaison internationale de bibliothèques universitaires : étude de cas. Rapport à madame la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*, Inspection générale des bibliothèques, 2010. http://media.enseignementsup-recherche.gouv.fr/file/2010/78/0/Rapport_etude_comparative_18_fevrier_2010_definitif_137780.pdf

36. http://coar-repositories.org
Collectif mis en place en octobre 2009, qui regroupe actuellement près de 50 institutions de 35 pays, et dans lequel on retrouve de nombreux organismes documentaires. Les groupes de travail portent sur le contenu, l'interopérabilité, le soutien et la formation.

37. Colloque « Penser global, agir local », université de Nice Sophia Antipolis, 29-30 mars 2010. http://bibliotheque.unice.fr/jahia/page4775.html